



Le Valais veut skier malgré les hôpitaux pleins

TENSIONS Vendredi soir, le directeur de l'Hôpital du Valais jugeait opportune une concertation avec l'économie. Maladresse ou tensions? Le Covid submerge toujours l'institution alors que le gouvernement veut un plan sanitaire pour ouvrir les stations.



Reportage au soins continus le 5 novembre à l'Hôpital du Valais. SACHA BITTEL/LE NOUVELLISTE

PAR **MARIE.PARVEX@LENOUVELLISTE.CH**

«Ce n'est bien sûr pas à l'Hôpital de dicter les décisions économiques et politiques et il les respectera quoi qu'il en soit», reconnaît Eric Bonvin, directeur de l'Hôpital du Valais, samedi. Interviewé par la RTS vendredi soir, il y déclarait qu'une concertation avec les politiques serait opportune, dans un sujet sur l'ouverture des stations de ski.

Couac de communication?

«Il y a une coordination étroite entre l'Hôpital et le Département de la santé, je disais simplement qu'il serait bon d'en avoir une avec le Département de l'économie dans la perspective de cette période délicate», nuance-t-il aujourd'hui. Couac de communication ou

friture sur la ligne?

Christophe Darbellay répond: «Il y a une coordination très intense entre le Département de la santé et l'Hôpital du Valais, mais aussi entre les Départements de la santé et de l'économie. Nous échangeons au quotidien sur ces questions», dit-il. «Nous travaillons d'arrache-pied depuis des mois avec l'aide du Dr Koch (ndlr: ex-chef de la division des maladies transmissibles de la Confédération), du médecin cantonal ou du Prof. Troillet, (ndlr: chef du service des maladies infectieuses à l'Hôpital du Valais). Nous avons mûrement réfléchi avec les milieux concernés et les activités en station seront strictement contrôlées.»

«Le réseau national arrive à saturation»



Aujourd'hui, l'hôpital ne parvient encore pas à absorber les patients valaisans qui sont toujours soignés en partie dans les cliniques privées, en partie dans les hôpitaux alémaniques. Et l'incidence du Covid augmente actuellement en Suisse alémanique. «Le réseau renforcé de soins intensifs en Suisse est plein à 79%», dit Eric Bonvin. «Les directives nationales nous demandent de conserver 20% de lits pour les urgences, de ce fait, le réseau national arrive maintenant à saturation.» La perspective des vacances de ski et de son lot d'accidents inquiète donc. «C'est une situation délicate et nous veillerons à communiquer sitôt que nous serons débordés», explique Eric Bonvin. La crainte est aussi celle d'une troisième vague, survenant après les Fêtes, à la suite du brassage de population des fêtes de famille et du ski. Et cela alors que le personnel travaille sans relâche depuis le début de la deuxième vague.

Des chiffres en baisse

Alors, quel est le plan de secours au niveau sanitaire si l'hôpital valaisan déborde à Noël et si le personnel est épuisé? Vers qui se tourner si le réseau national sature? Ces décisions sont de la responsabilité du Département de la santé. La conseillère d'Etat Esther Waeber-Kalbermatten a refusé de nous répondre, nous renvoyant à sa dernière conférence de presse ou à la prochaine qui aura lieu le 3 décembre. Il y a huit jours, le gouvernement prolongeait la majorité des mesures sanitaires jusqu'à la mi-décembre. «Nos chiffres baissent plus rapidement que dans les autres cantons et, en dix jours, le chiffre des contaminations a été divisé par deux», disait alors Esther Waeber-Kalbermatten.

«Prévenir les accidents»

Le Valais n'ouvrira cependant pas ses stations sans tenir compte de la situation sanitaire. «Nous sommes en train de négocier un dispositif sanitaire renforcé pour la période des Fêtes, en collaboration avec les autres cantons alpins et la Confédération, afin d'assurer la prévention, la sécurité et les contrôles dans les stations», explique Christophe Darbellay. «Le but est de respecter les règles sanitaires, mais aussi une grande prudence sur les pistes pour limiter les accidents.» Pour Christophe Darbellay, les touristes suisses viendront en station à Noël, que les pistes soient ouvertes ou pas. «Mieux vaut ouvrir les remontées mécaniques pour permettre aux gens d'avoir des activités au grand air,

strictement contrôlées, que de les laisser s'agglutiner dans le privé ou dans l'espace public», estime-t-il.

«Un secteur d'intérêt public»

Et puis, fermer les remontées mécaniques coûterait 650 millions de francs au canton. Sans soutien fédéral, ce n'est pas envisageable. «Je ne crois pas que la Confédération soit prête à indemniser une fois de plus les secteurs concernés», souligne le président du gouvernement valaisan. «Il faut les laisser travailler. L'activité des sports d'hiver en Valais relève de l'intérêt public étant donné son poids économique. Mais nous avons tous une responsabilité individuelle et collective pour respecter les règles d'hygiène et éviter ainsi une troisième vague.» L'avenir dira s'il aura eu raison.